Burundi : arrestations d’auteurs d'exécutions extrajudiciaires

RFI, 10 aoÃ»t 2012 Burundi : premiÃ¨res arrestations des responsables des exÃ©cutions sommaires Les Nations unies, les organisations internationales et la sociÃ©tÃ© civile du Burundi dÃ©nonÃ§aient depuis quelques annÃ©es de graves violations des droits de lâ€™Homme dont de nombreux cas dâ€™exÃ©cutions extrajudiciaires dans ce pays. Le gouvernement, sous la pression de la communautÃ© internationale a finalement crÃ©Ã© depuis plus dâ€™un mois une commission judiciaire chargÃ© dâ€™enquÃªter sur ces cas.Celle-ci vient de procÃ©der enfin Ã ses premiÃ¨res arrestations dâ€™auteurs prÃ©sumÃ©s de tels sâ€™agit de cinq hommes dont le numÃ©ro deux de la police de la province de Gitega, au centre du Burundi, un officier qui se faisait appeler Rwembe, Â« Le rasoir Â» en franÃ§ais Ã cause de ses mÃ©thodes radicales. Pas suffisants estime-t-on dans la sociÃ©tÃ© civile burundaise.
Ces premiÃ¨res arrestations de responsables prÃ©sumÃ©s dâ€™exÃ©cutions extrajudiciaires ont fait lâ€™effet dâ€™une bomb pays oÃ¹ ce genre de criminels paradait sur la place publique et en toute impunitÃ© jusquâ€™ici.La sociÃ©tÃ© civile burundaise rappelle que les Nations unies ont dÃ©noncÃ© 61 cas dâ€™exÃ©cutions extrajudiciaires, rien quâ€™en 2011. Pacifique Ninina le dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral de Forsc, une plate-forme qui regroupe quelque 160 associations, craint que le Burundi ne cherche quâ€™Ã rentrer dans les bonnes grÃ¢ces de ses bailleurs de fonds, avant une confÃ©rence des partenaires qui doit se tenir Ã Paris.Â« Dans un premier temps, nous ne pouvons que fÃ©liciter cette commission et lui demander de ne pas sâ€™arrÃªter seulement aux exÃ©cutants de ces crimes graves, mais aussi de toucher ceux qui ont donnÃ© lâ€™ordre dâ€™exÃ©cuter (des mais aussi ceux qui ont couvert ceux qui ont commis des exÃ©cutions extrajudiciaires Â».Le gouvernement du Burundi a rÃ©agi vivement en accusant la sociÃ©tÃ© civile de faire lâ€™amalgame volontairement entre les gens qui appartiennent aux groupes qui ont tentÃ© de dÃ©stabiliser ce pays depuis deux ans et qui ont Ã©tÃ© anÃ©anti, avec des victimes prÃ©sumÃ©es dâ€™exÃ©cutions extrajudiciaires.Et le porte-parole du gouvernement burundais de sâ€™en prendre une nouvelle fois Ã une sociÃ©tÃ© civile qui roule pour lâ€™opposition burundaise. Philippe Nzobonariba : Â« Ce que lâ€™opinion croit insuffisant, câ€™ surtout dÃ» Ã une certaine manipulation qui a toujours caractÃ©risÃ© certaines associations de la sociÃ©tÃ© civile qui ont toujours privilÃ©giÃ© la surenchÃ¨re Â».